

M. Chirac aurait demandé son « aide » à M. Le Pen pour la présidentielle de 1988

Dans un livre publié jeudi 17 janvier, le journaliste Eric Zemmour relate une entrevue secrète, entre les deux tours de l'élection

LA RENCONTRE aurait été clandestine. En 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle, Jacques Chirac s'est entretenu en tête-à-tête avec Jean-Marie Le Pen pour lui demander son « aide » : c'est ce qu'affirme, dans un livre publié jeudi 17 janvier, *L'Homme qui ne s'aimait pas* (Balland), le journaliste Eric Zemmour. Un tel entretien n'avait jamais été évoqué par le président du Front national, qui affirmait, depuis des années, que l'actuel chef de l'Etat « refusait de le rencontrer » – hormis deux entrevues officielles, entre 1986 et 1988, accordées par M. Chirac, alors premier ministre, au président de groupe parlementaire qu'il était. C'est pourtant M. Le Pen lui-même, candidat à l'Elysée pour la quatrième fois, qui a relaté la scène à l'auteur du livre – dont le manuscrit a été refusé in extremis par Plon, éditeur de Bernadette Chirac, qui aurait invoqué des « raisons morales ».

« Chirac était très nerveux, raconte M. Le Pen dans le livre. Il avait le pied qui battait. Il fumait cigarette sur cigarette. Il était gêné. Et moi, sa gêne me gênait. Il m'a dit : "Je ne peux vous faire aucune concession." Je lui ai répondu que dans ces conditions, on ne pouvait rien faire. Il m'a demandé : "Aidez-moi, mais surtout ne vous prononcez pas en ma faveur". Je ne sais pas s'il avait très envie d'être élu. » Le récit précise que le tête-à-tête entre les deux candidats avait eu lieu dans l'appartement parisien de Pierre Guillain de Bénouville, ancien résistant, qui fut député gaulliste et « proche de [M.] Chirac », décédé en décembre 2001, qui était aussi un ami de M. Le Pen.

M. Zemmour écrit : « C'est Charles Pasqua qui a organisé la rencontre des deux hommes. Il ne les a pas abandonnés aussitôt. Il a senti qu'il aurait besoin de toute sa faconde pour réchauffer l'atmosphère polaire ». Il ajoute : « La stratégie d'alliance avec le FN est celle que Pasqua préconise alors depuis des mois. Il ne supporte pas l'idée que les électeurs, les militants gaullistes, souvent ceux issus des milieux populaires, assurent le succès du Front

national ». Le journaliste rappelle le contexte de l'époque : « Chirac n'a pas dépassé les 20 % au premier tour, loin, très loin des 34 % de Mitterrand. Le Pen a fait presque jeu égal avec lui ; (...) mais ses 14 % de voix ne lui servent à rien, enfermées dans un ghetto. Sa seule chance est que Chirac lui permette d'en sortir. » Candidat de l'UDF, Raymond Barre, avait apporté son soutien à

« Il m'a demandé :
"Aidez moi,
mais surtout
ne vous prononcez
pas en ma faveur" »

JEAN-MARIE LE PEN

M. Chirac, mais exigeait qu'il n'ait pas « d'accord avec les extrêmes ».

M. Zemmour, qui a rencontré à plusieurs reprises M. Pasqua, évoque une deuxième entrevue entre M. Chirac et M. Le Pen, « chez un ami de [M.] Pasqua, près de l'Etoile ». Entretiens, assure-t-il, « leurs équipes respectives auront négocié au mot près la formule de soutien peu voyant ». Et si M. Chirac « refuse l'accord politique que lui propose Charles [Pasqua] », M. Le Pen lance tout de même, le 1^{er} mai, une semaine avant le second tour : « Non, non, non, pas une voix pour François Mitterrand », ajoutant : « Ceux pour qui le plus important, et c'est vrai que c'est ce qui compte, c'est d'éviter Mitterrand et le socialisme, ceux-là voteront pour le candidat résiduel ».

M. Chirac avait été battu, et aux législatives qui suivirent, il refusa tout accord avec le FN. La droite avait entretemps rétabli le scrutin majoritaire, ce qui conduisit à une bérézina électorale pour le Front national en 1988. M. Le Pen ne conserva qu'un seul député – Yann Piat, élu dans le Var – contre 32 dans l'Assemblée sortante.

Interrogé sur les faits rapportés par M. Zemmour, M. Le Pen a confirmé au *Monde* la relation de l'épisode – et n'a pas démenti l'existence d'une seconde rencontre. Il a cependant contesté le rôle d'intermédiaire prêté par l'auteur à M. Pasqua lors de la première entrevue. Questionné sur la présence de M. Pasqua chez M. de Bénouville au moment de l'entretien, il répond : « Non, non, non, pas cette fois-là en tout cas ».

Aurait-il eu d'autres entrevues secrètes avec le futur président de la République ? « Ah, mais qui sait ?, répond M. Le Pen. Il y a eu beaucoup d'élections depuis... » Et d'ajouter : « J'ai déjà dit que je l'avais rencontré, après cela on verra. On va voir ce que va dire M. Chirac ». Quant aux raisons qui ont conduit le président du FN à dévoiler, vingt ans après, cette histoire tenue secrète, il les justifie en ces termes : « Il y a des fois où la marmite déborde ». Selon M. Zemmour, la confiance lui, en aurait été livrée lors d'un « entretien privé », au mois de janvier 2001.

Christiane Chombeau

Trente députés socialistes veulent autoriser le clonage thérapeutique

Le chef de l'Etat s'est prononcé contre, le gouvernement est divisé

INATTENDU, le débat sur le clonage thérapeutique a fait irruption à l'Assemblée nationale qui examine en première lecture, depuis le 15 janvier, le projet de loi relatif à la bioéthique. Un amendement d'Henri Emmanuelli (PS, Landes), qui devrait être mis en discussion, jeudi 17 janvier, prévoit d'autoriser les recherches sur les cellules souches embryonnaires issues du transfert d'une cellule somatique dans un ovule énucléé – technique dite du « clonage thérapeutique ».

L'amendement du président de la commission des finances de l'Assemblée a été signé par une trentaine de députés socialistes, parmi lesquels Serge Blisko (Paris), Philippe Nauche (Corrèze), Marie-Line Reynaud (Charente) et Alain Vidalies (Landes). Mercredi, il a été rejeté par la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi. Mais l'initiative de M. Emmanuelli rouvre un débat qui semblait écarté, compte tenu de la position adoptée tant par le président de la République que par le premier ministre.

Dans son discours de Lyon, le 8 février 2001, Jacques Chirac s'était clairement exprimé contre

le clonage thérapeutique. Il convient de maintenir « l'interdiction absolue de créer des embryons à des fins scientifiques », avait alors déclaré le chef de l'Etat (*Le Monde* du 10 février 2001). Dans un avant-projet de loi, M. Jospin avait souhaité autoriser le « prélèvement de cellules » sur des personnes volontaires – le mot « clonage » n'apparaissait pas – avant de s'aligner sur l'avis négatif rendu par le Conseil d'Etat, le 14 juin 2001. Du coup, le texte du gouvernement permet seulement les recherches sur les cellules souches provenant d'embryons surnuméraires (pour lesquels il n'y a pas de projet parental), en les encadrant strictement.

NE NÉGLIGER « AUCUNE PISTE »

La question divise les socialistes. Ses partisans estiment qu'il ne faut négliger « aucune piste » pour soigner des maladies « actuellement incurables », alors que la Grande-Bretagne a ouvert la voie. « Il ne se passera pas beaucoup de temps avant que, sous la pression des faits, on en vienne à autoriser [cette] recherche », a déclaré M. Emmanuelli, mercredi, à la tribune, tout en reconnaissant que le « don

d'ovocytes » – nécessaire pour mettre en œuvre la technique – pose « problème » : outre un risque pour la santé des femmes, la rareté actuelle du don d'ovocytes en France pourrait entraîner une « marchandisation ». Yvette Roudy, farouchement hostile à l'amendement de M. Emmanuelli, ne manque pas de le rappeler dans son rapport d'information sur le projet de loi. Les avis sont aussi partagés au gouvernement.

Dans une tribune publiée dans *Libération*, lundi 14, Bernard Kouchner souhaite « ouvrir des perspectives nouvelles pour la recherche » : « Le respect dû à toute forme de vie dès son commencement vaut-il que l'on ne donne pas toutes leurs chances à des personnes gravement malades, jusqu'à interdire le clonage thérapeutique ? Ma réponse est non », écrit le ministre délégué à la santé. « Le gouvernement n'est pas opposé au clonage thérapeutique, mais il juge prématuré de l'autoriser aujourd'hui », a déclaré, mercredi, à la fin de la discussion générale, le ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzberg.

Clarisse Fabre

Itinéraire d'un ambitieux vorace, éternel déçu de lui-même

BIBLIOGRAPHIE
ERIC ZEMMOUR
L'HOMME QUI NE S'AIMAIT PAS
Balland, 247 p., 19,50 €

DEPUIS le temps qu'il arpente, à grandes enjambées nerveuses, les sentiers de la politique française, Jacques Chirac a été raconté sur tous les tons et tous les modes, de l'hagiographie à l'enquête, du portrait biographique à la plongée psychanalytique. Parmi la foison d'ouvrages que suscite désormais sa quatrième candidature à l'Elysée, le livre d'Eric Zemmour, journaliste au *Figaro*, apparaît comme le plus cruel. Écrit d'une plume méchante, *L'Homme qui ne s'aimait pas* raconte l'histoire d'un ambitieux vorace et volontaire, et pourtant dénué de confiance en soi.

A peine sorti de l'adolescence, « Jacky » avait été envoyé par son père en stage sur un cargo, afin d'apprendre la dureté de la vie. Séduit par l'aventure et le goût du large, le jeune homme refusa de rentrer, se rêva capitaine au long cours. Mais à l'escale de Dunkerque, le paternel redouté le ramena au bercail par la force. L'épisode est connu, maintes fois relaté par la cohorte des biographes. Eric Zemmour en fait un événement fondateur, comme un instant où le destin bascule et ouvre une voie. « Chirac est un aventurier qui revient toujours, écrit-il. Un insoumis qui finit toujours par se soumettre. Un rebelle de carte postale. »

Suit un récit non linéaire, un enchaînement de tableaux qui, de la trahison de Jacques Chaban-Delmas, en 1974, à la dissolution ratée de 1997, entre autres aventures, dévoileraient l'inconstance du personnage, la volatilité de ses engagements, le présentent comme

« l'homme des transgressions arrêtées de justesse ».

L'ouvrage recèle quelques épisodes inédits, dont l'entretien clandestin avec Jean-Marie Le Pen, en 1988, n'est pas le moindre. Après la défaite, l'auteur lui prête ce propos désespéré : « C'est foutu. Le Pen va monter à 30 %. Les socialistes sont là pour vingt ans. » Une erreur de plus – sur les autres et sur lui-même.

Installé onze ans plus tôt à la Mairie de Paris, décrit en « antre de Cagliostro », M. Chirac distribuait à ses visiteurs des liasses de billets de banque extraites d'un coffre-fort disposé dans les toilettes de son bureau, raconte le député européen William Abitbol, ex-lieutenant de Charles Pasqua rallié à Jean-Pierre Chevènement. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1995, le futur vainqueur aurait passé avec M. Jospin un accord informel, scellé dans la coulisse de leur débat télévisé : l'heure n'était pas encore à l'affrontement ; « C'était leur intérêt réciproque », écrit M. Zemmour.

Chemin faisant, l'auteur ne parvient pas à éviter tous les écueils d'un genre qui sacrifie volontiers la rigueur au style et – signe des temps et de l'affaiblissement du pouvoir – s'autorise quelques inutilités crochets dans les alcôves de la vie privée. La lecture laisse parfois le doute s'instiller – sur l'origine des citations, la précision de la reconstitution, l'enchaînement des circonstances. Mais elle conduit vivement à cette conclusion : ne croyant plus en lui-même, le président sortant « peut juste représenter la France ». En 1988, son épouse avait dit : « Les Français n'aiment pas mon mari. » « Et Chirac les comprend », conclut Eric Zemmour.

Hervé Gattegno



Pour 58% d'entre vous,
EDF doit garantir
l'approvisionnement
en électricité de tous
au même prix.

Notre tarif unique
s'applique aussi
aux 42% restants.

Cet été, EDF a engagé auprès de l'ensemble de ses clients la plus grande consultation jamais menée par une entreprise. Plus d'un million d'entre vous a pris la peine de répondre aux questions que nous posions sur l'avenir et les enjeux du service

public de l'électricité. Grâce à vous, nous pouvons maintenant aller plus loin et nous engager au service des valeurs que nous partageons : respect de l'environnement, éthique et transparence.

www.edf.fr

donner au monde l'énergie d'être meilleur



L pleuvait sur Jérusalem, ce matin-là. Depuis l'aube, une averse glacée se déversait sur la ville figée par l'arrivée précoce de l'hiver. L'explosion a retenti très précisément à 7 h 30. Une forte détonation, suivie en écho par le bruit d'une chute d'objets métalliques. Ce mercredi 5 décembre, un attentat-suicide venait de se produire au bas de l'avenue King-David, non loin des murailles de la vieille ville. Au milieu de la rue encore déserte, des membres déchiquetés gisaient sur l'asphalte. Baignés par la pluie qui lessivait déjà le sang. Une tache rouge souillait la façade d'un hôtel, au premier étage, sous une fenêtre forcée par la projection d'une partie du corps. La police arrivait déjà sur les lieux, hurlant au mégaphone aux très rares passants l'ordre de reculer, avant d'établir un périmètre de sécurité.

L'attentat-suicide n'avait fait qu'une victime, son auteur. Quelques heures plus tard, la branche militaire du Jihad islamique, à Beyrouth, assurait, dans un communiqué, que l'objectif visé était l'hôtel en face duquel son militant s'était fait exploser et où « se trouvaient des dirigeants sionistes ». Contre toute vraisemblance, le Jihad ajoutait que « le martyr héroïque » avait « préféré, face à des circonstances particulières, devoir se faire exploser devant l'hôtel, faisant de nombreuses victimes parmi les sionistes ». Deux ministres israéliens, Uzi Landau et Acher Ohanah, chargés de la sécurité intérieure et des cultes, se trouvaient effectivement à l'intérieur de l'édifice que venait de quitter quelques instants auparavant Ehoud Olmert, le maire de Jérusalem, venu effectuer sa gymnastique quotidienne. L'explosion semblait pourtant avoir pris de court le « martyr », au beau milieu d'une artère déserte. Une explosion prématurée, comme c'est souvent le cas.

Très vite, un nom a circulé : un certain Daoud Ali Ashad, du village de Artas, près



A 46 ans, Daoud Ali Ahmad Abou Saoui était un paisible père de famille, sans attaches partisane connue, un musulman modéré. Pourtant, le 5 décembre 2001, il a perpétré un attentat-suicide en plein Jérusalem. Sans autre victime que lui-même, et sans raison apparente

UN KAMIKAZE

de Bethléem. « Quand on a entendu ce nom, après l'attentat, on s'est demandé si cela n'était pas une erreur parce qu'il n'y a personne de ce nom au village, raconte Mohamed, l'un des délégués municipaux. On a passé en revue tous les gens dont le prénom est Daoud. On en a recensé quatre. Un très jeune, deux vieux et un quatrième qui pouvait correspondre : Daoud Ali Ahmad Abou Saoui. Des amis de la famille sont allés à sa maison. Ils ont trouvé sa femme, Oum Mohamad. Ils lui ont demandé où était son mari. Elle a répondu qu'il s'était levé de bon matin, qu'il avait pris une douche, qu'il avait prié puis qu'il était parti au travail. Mais dans la rue, les enfants ont commencé à chanter "Daoud est mort ! Daoud est mort !". Alors elle a compris. Elle a hurlé : "Si je m'étais douté de quelque chose, je l'aurais gardé près de moi, même avec les dents !" Elle a pleuré, crié, puis elle a attendu. Quand elle a constaté que son mari n'était toujours pas rentré pour la rupture du jeûne, en milieu d'après-midi, elle a dû se rendre à l'évidence. »

Artas est un petit village accroché à la pente pierreuse d'une vallée située au sud de Bethléem, en zone autonome palestinienne. La route qui y mène longe la « piscine de Salomon », un ancien réservoir aujourd'hui à sec, puis surplombe un monastère catholique, lequel fait face au minaret de la principale mosquée de la localité. Le paysage, idyllique, est barré dans le lointain par la muraille des maisons constituant la colonie israélienne d'Efrat. Rien ne rappellerait l'Intifada dans les rues paisibles d'Artas, n'étaient, sur les poteaux électriques ou dans les vitrines, les portraits, déjà pâlis, des « martyrs » du village, tués pour la majorité d'entre eux lors d'affrontements avec l'armée israélienne.

Sur ces affiches, un visage tranche avec les autres. Celui du porteur de bombe de l'avenue King-David. Un père de famille quadragénaire, aux traits pleins, aux cheveux et à la moustache grisonnants. Il pose dans une grossière scénographie guerrière, le front ceint d'un bandeau noir, un fusil d'assaut M-16 en main, devant un drapeau sombre frappé du sigle du Jihad. Trois autres petites photos ont été ajoutées en pied, prises au cours de la même séance, toujours avec la même arme. Le futur martyr y fixe l'objectif, sans trahir aucun sentiment, aucune émotion. Une affiche semblable orne désormais la porte en fer de sa maison.

Son deuxième fils, Ouël, âgé de 19 ans, refuse de juger son acte. Il ne cherche d'ailleurs aucune explication. « De toute façon, cela ne changera rien maintenant, mais mon père n'était pas intéressé par la politique. Il n'en parlait jamais. Il n'était pas proche du Fatah [le parti de Yasser Arafat]

Ci-dessus : à Artas, une affiche célèbre la mémoire de Daoud, « martyr » de la foi.

TRÈS ORDINAIRE

qui est la principale force politique du village, mais il n'était pas non plus un musulman très strict. Jamais je ne me serais douté de ce qu'il allait faire. Mais il a suivi la route qu'il avait choisie et il doit être au ciel, maintenant. Le fait qu'il n'ait tué personne, c'est la volonté de Dieu. Il n'y a pas à se dire satisfait ou pas. Des personnes dans le village m'ont dit qu'elles l'avaient vu dans leurs rêves et qu'il leur disait que tout allait bien et qu'il ne fallait pas que l'on s'inquiète pour lui. » Ouël n'est pas le seul membre de sa famille que l'attentat perpétré par son père a laissé sans réponse. L'un de ses oncles, Mahmoud, un cheikh âgé qui prend soin de la mosquée du village, se plonge dans ses souvenirs, triturant nerveusement une lourde canne, mais ne trouve rien qui puisse expliquer cet acte. « Un chat, lorsqu'il est coincé, peut se transformer

dats à l'attentat-suicide sont de jeunes hommes âgés de 20 à 25 ans. Daoud possédait même quelques terrains à Artas et à proximité des colonies du Goush Ezion, qui le mettaient, en théorie, à l'abri de soucis financiers.

SANS affiliations partisanes connues, dans un village où la politique, comme les autres parties de la vie, se mène au vu et au su de tous, Daoud Ali Ahmad Abou Saoui n'avait pas pris part à la première Intifada. Il n'avait jamais été arrêté par les soldats israéliens pour quelque raison que ce soit. Il ne comptait pas d'amis particulièrement chers tombés sous les balles israéliennes. Seulement des cousins assez éloignés et beaucoup plus jeunes que lui. Artas n'avait pas été, dans le pas-

très bien que si une seule personne, à Artas, avait été au courant, tout le monde l'aurait rapidement su. Peut-être que sa situation financière était plus difficile qu'on le croit. Peu de travail et pas moyen de tirer profit de ses terres à cause des bouclages. Cela a pu jouer. Il s'est peut-être dit que le Jihad allait prendre soin de sa famille après sa mort. On sait qu'ils ont de l'argent. Peut-être que cela leur a permis de lui laver plus facilement le cerveau. » Une simple hypothèse. A posteriori, Mohamed ne se rappelle d'ailleurs que d'une chose : avoir entendu Daoud annoncer prochainement son départ à l'étranger. « Il disait à qui voulait l'entendre qu'il allait partir après la fin du ramadan. Qu'il avait conclu un contrat de travail avec une société saoudienne et qu'il allait travailler là-bas, dans le bâtiment. Est-ce qu'il voulait dire par là, parce que les lieux saints musulmans sont à La Mecque, qu'il allait se rapprocher de Dieu ? Je connais en tout cas des gens qui lui ont demandé comment il s'y était pris car elles étaient intéressées. Autrefois, il y avait beaucoup de travailleurs émigrés en Arabie saoudite, mais ce n'est plus possible maintenant avec l'Intifada. »

Daoud est mort avec son mystère, sans laisser officiellement derrière lui un de ces testaments dans lesquels les candidats au suicide expliquent ordinairement comment ils ont choisi le terrorisme au nom de la lutte nationale. Sa trajectoire de Palestinien ordinaire gagné par l'auto-destruction illustre la banalisation effrayante d'une violence, autrefois exceptionnelle, aujourd'hui assénée et subie par deux camps privés d'espoirs. Une violence qui échappe à tout monopole et qui est devenue le seul langage parlé et compris en Israël comme dans les territoires palestiniens occupés et autonomes, aux dépens de populations civiles prises au piège.

« Quand j'ai su qu'aucun Israélien n'avait été tué dans cet attentat, je me suis tout de suite dit que c'était un don de Dieu.

S'il y avait eu de nouveau morts, quatre jours après l'attentat de Jérusalem et trois jours après celui de Haïfa, je peux vous garantir qu'Artas aurait été rasé. Ici, nous n'avons personne pour nous défendre et il est impossible de s'enfuir. Je ne suis pas le seul à le penser. Je ne crois pas que c'est en faisant ce genre de chose qu'on arrivera à avoir notre Etat. Si c'était le cas, j'aurais été le premier à me faire exploser, poursuit Mohamed. Depuis sa mort, tout le monde a changé d'attitude face à la famille. On voudrait bien les aider, mais, en même temps, chacun prend un peu de distance pour ne pas donner l'impression que cette aide est le résultat d'un marché conclu avant l'attentat. Pour ne pas donner l'impression qu'il est dans le coup. Pour ne pas que cela soit mal interprété. Je suis très, très triste pour Daoud. Je suis convaincu qu'il a dû beaucoup réfléchir avant. Après la prise de contact avec ses chefs, c'était trop tard pour lui. Il connaissait les gens du Jihad. Il représentait un risque pour eux. Il ne pouvait plus reculer. Mais je suis sûr qu'il a dû beaucoup hésiter. Jusqu'au bout. C'est peut-être pour cela que l'attentat a échoué. »

Lorsque sa femme a été convaincue de sa disparition, la famille a organisé le deuil, dans une salle municipale. Pendant trois jours, selon la coutume, les parents ont reçu les condoléances des proches et des amis du village. « Au bout de ce moment, raconte sa sœur, Rasmia, nous n'avions toujours pas de nouvelles à propos du corps, conservé par les Israéliens pour l'enquête. Nous ne savions pas quand il nous serait rendu. Alors nous avons pris la décision de tout arrêter. Depuis, nous sommes en contact avec l'Autorité palestinienne et avec les organisations de défense des droits de l'homme qui s'occupent de ce genre d'affaire, mais nous ne savons rien de plus. » Au début du mois de janvier, les restes du porteur de bombe n'avaient toujours pas pu être enterrés.

« Un chat, lorsqu'il est coincé, peut se transformer en lion »

Mahmoud, frère de Daoud

en lion », se contente-t-il de glisser avec lassitude avant d'évoquer brièvement l'occupation israélienne.

Mise à part cette chape de plomb permanente, aucune raison précise ne peut expliquer en apparence pourquoi Daoud Ali Ahmad Abou Saoui a décidé, un jour, de rejoindre clandestinement les rangs du Jihad, puis de partir, un matin, sans espoir de retour. Né à Artas où il s'était marié il y a plus de vingt-cinq ans, il avait été employé pendant des années par des entreprises en bâtiment. Il avait travaillé un peu partout en Israël, puis, à partir de l'Intifada, dans les territoires palestiniens. Agé de 46 ans, il menait, jusqu'au mercredi 5 décembre, une vie paisible de père et de grand-père, alors que la majorité des candi-

FEMMES DE PASSION

Nicole Avril
et Dora Maar,
Dominique Rolin,
Françoise d'Eaubonne,
Séverine...
pages II et III



NICOLAS MOREL
page IV



DAVID PEACE
page V

MONDIALISATION

Deux bilans contrastés de la
politique économique de Lionel
Jospin, un abécédaire pour se
retrouver dans le village
planétaire...
page VI



DOMINIQUE ET
JEAN-TOUSSAINT DESANTI
page VI



EDITION

La bataille
du prix
unique
du livre
page IX



CARLTON JONES

Au creux de l'absence

Un soir d'été, Sonny Spencer n'est pas rentré à la maison. Sonny, l'adolescent sombre et rageur, le fils aîné, celui qui dormait en haut du lit à étage, là où le matelas forme un creux qui semble encore épouser les contours de son corps. C'est autour de cette absence insupportable que l'auteur a bâti son monumental et vibrant roman, lourd de tous les chagrins, mais aussi des luttes et des espoirs de la communauté noire américaine. En partant d'un fait réel qui secoua l'Amérique, à l'orée des années 1980, Toni Cade Bambara s'est lancée dans l'évocation tortueuse et mouvementée d'une recherche de vérité. Avec, derrière la forme pseudo-policrière de cette enquête, le bruit sourd d'une marche vers la terre promise de la justice et de l'égalité, mêlant de manière spectaculaire la qualité littéraire et l'efficacité politique. Largement exhumée grâce à la détermination de son amie Toni Morrison, Prix

En 1979 à Atlanta s'ouvre une longue liste de disparitions, d'enlèvements et de meurtres d'enfants noirs. De ce fait divers, Toni Cade Bambara a construit un roman monumental – exhumé par Toni Morrison – lourd des chagrins, des luttes et des espoirs de la communauté noire

Nobel de littérature 1993, l'œuvre posthume de Toni Cade Bambara ressemble aux abords d'un volcan. Même chaleur, même tumulte, même violence et même douceur, parfois, que celle d'une rivière de

lave coulant le long d'un cratère. C'est en réunissant des liasses de feuilles empilées dans des cartons, là où les avait confinées la maladie de leur auteur (morte d'un cancer en 1995, à l'âge de 56 ans), que Toni Morrison a reconstitué le livre. Mille huit cents pages, rien de moins, sur lesquelles Morrison a travaillé près d'un an, pour donner à l'ensemble un format « plus humain », comme l'explique avec humour Anne Wicke, la traductrice. Enseignante, auteur de documentaires, très impliquée dans la cinémathèque noire d'Atlanta, compagne de route des féministes, Toni Cade Bambara fait figure de référence pour une partie des jeunes Afro-Américains, séduits par son double visage d'artiste et d'infatigable militante. Par son aptitude, aussi, à se battre en plein milieu de son temps. Toni Cade Bambara ne remonte pas à l'époque de l'esclavage, comme Toni Morrison dans *Beloved* (éd. Christian Bourgois, 1989), elle ne mythifie pas des faits historiques récents, comme John Edgar Wideman dans *L'Incendie de Philadelphie* (Gallimard, 1996). S'il évoquait bien l'attaque, par la police, de la maison où vivaient les membres de la communauté Move,

en 1985 – carnage auquel Bambara consacra, elle-même, un film intitulé *The Bombing of Aussage Avenue* –, Wideman le faisait de manière oblique, extrêmement stylisée. Rien de tel chez Bambara où le titre lui-même, *Ce cadavre n'est pas mon enfant*, proclame d'emblée que le réel sera pris en compte pour ce qu'il est : un lieu complexe, sombre et glis-

Raphaëlle Rérolle

sant, comme le sont les batailles que le temps n'a pas tout à fait décan-tées. Armée de courage et d'une énergie sans pareille, la romancière a exploré ce passé tiède encore et incomplètement résolu. Menant sa propre enquête dans Atlanta, ville où elle vécut longtemps, collectant des indices, des témoignages, l'auteur a tenté d'empoigner le fait divers tentaculaire qui traumatisa « la Mecque noire du Sud », dès la toute fin des années 1970.

C'est en juillet 1979, très exactement, que s'ouvrit la longue liste des disparitions, enlèvements et meurtres d'enfants qui devaient ébranler la communauté noire de la ville, sa municipalité, noire elle aussi, et au-delà, le pays tout entier. A travers ce malheur général et celui d'une famille particulière, les Spencer, l'écrivain remonte les mécanismes subtils du deuil et de la lutte, de la lente et difficile prise de conscience communautaire et politique. Implication du Ku Klux Klan ? D'un déséquilibré ? D'une secte ? Toutes les pistes sont explorées le long de ce parcours qui exige parfois du lecteur une certaine obstination, vu l'énormité des hypothèses de travail et leur enchevêtrement.

L'auteur ne se situe pas dans une perspective policière, au sens classique du terme, qui organiserait les faits de manière à dévoiler progressivement des indices que son lecteur transformerait en solutions. « *Y a pas de pays de conte de fées, nulle part* », dit un vieux « *Bibleux* », au cours d'un débat public. Nous voilà plongés dans l'épaisseur des faits en même temps que les protagonistes, livrés au magma des angoisses, des supputations, des recoupements qui, parfois, se contredisent. Entrelacs de chemins qui se croisent et de routes qui ne mènent nulle part, la carte consacrée au « *parcours du tueur* », en début de livre, donne une assez bonne idée de la façon dont se développe le texte. Qu'il s'agisse du temps (les têtes de chapitre fournissent des indications de dates, mais le texte fait entrer de grandes tranches de passé dans le présent, presque sans démarcation) ou de l'espace, le livre investit horizontalement toutes les dimensions du réel. Cette carte, pourtant, comporte aussi deux vraies lignes de fuite, vers l'ouest et vers l'est. Le tueur, comme le texte, comme ses protagonistes, est venu d'un point et reparti vers un autre – tous deux situés hors de notre vue.

Et là réside le très grand talent de Toni Cade Bambara, qui réussit à faire émerger ses personnages (et, sans doute, à travers eux, la communauté afro-américaine) du brouillard absolu – non seulement celui de l'énigme, mais celui de la soumission politique, la « *mise en retrait* » des femmes transparaissant, en filigrane, derrière celle des Noirs. Parmi eux, la très belle figure de Marzala Rawl Spencer, dite Zala, 27 ans, mère du jeune Sonny disparu. Au lieu de camper une forte personnal-

té, dont le charisme aurait renversé les obstacles, la romancière a imaginé une femme dont les premières plaintes seront, de son propre aveu, « *mollassonnes* ». Une femme qui, soumise au détecteur de mensonges, suppose que le policier chargé de l'interrogatoire pourrait lui dire : « *N'est-il pas vrai que (...) vous n'avez jamais été capable de vous affirmer et de vous imposer (...) ?* »

A mesure que le texte avance, la douleur de Zala va prendre forme et elle-même avec. Autour d'une absence, d'un creux, l'auteur fait naître une conscience. Zala, qui manifestait d'abord un « *désir tout-puissant de ne pas savoir* », Zala, qui courait dans toute la ville avec les cheveux en bataille et les dents pas brossées, Zala, la presque-folle, finit par s'éveiller progressivement. Si bien qu'au moment de retrouver son garçon, retenu dans une abominable captivité pendant un an, elle ne le reconnaît pas. Bien sûr, il a changé, bien sûr, il a souffert le martyre, mais elle aussi. Elle est devenue une

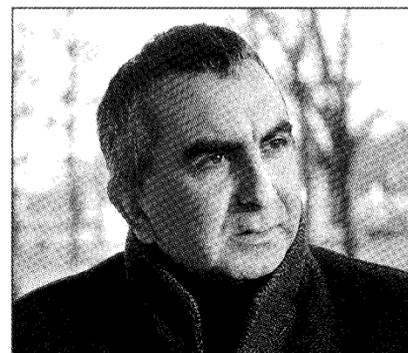
autre personne. Cette métamorphose, la romancière la lie implicitement à l'écriture : tout le long du livre, Zala remplit de ses observations des cahiers d'écolier. Et c'est par son écriture à elle, magistrale de souplesse et de force, de musicalité, de cette polyphonie mouvante qui porte les accents du Sud, que Toni Cade Bambara parvient à restituer le combat contre le mal et contre la servitude. Pleine de souffle, syncopée, savoureuse sans jamais tomber dans l'exotisme, cette écriture fait entendre une voix dont le souffle prétend traduire « *la vraie vie* » par le biais de la fiction. Une voix définitivement éteinte, dans la « *vraie vie* », mais toujours bien vivante dans la fiction.

CE CADAVRE N'EST PAS MON ENFANT
Those Bones Are Not my Child, de Toni Cade Bambara. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne Wicke, éd. Christian Bourgois, 828 p., 27 €.

extra it

« Zala entra dans la chambre à reculons et alla immédiatement à la commode. Du coin du plateau, elle repoussa le réveil jusqu'au miroir. Dans le miroir, elle vit le pied du lit. L'éléphant de peluche de Kenti lové dans les plis du couvre-lit, et l'épée laser du Darth Vader de Kofi posée sur le damier. Elle vit aussi les pieds jaunâtres, et les tibias noirs et brillants comme du métal. Il y avait une petite boule de bardane sur son pyjama chiffonné aux genoux. "Ce n'est pas mon garçon", leur avait-elle dit. Elle avait répété la phrase des mois plus tôt, dans le baraquement de tôle ondulée, à Atlanta. "Ce cadavre n'est pas mon enfant." Chassant les mots de Spence de son oreille, elle leur avait dit qu'il était inutile de tenter de faire passer ce pauvre garçon abîmé pour leur fils. Mais Spence ne cessait de lui parler pour la convaincre, il lui disait de bien regarder, de se concentrer ». (p. 637)

TONINO BENACQUISTA



Quelqu'un d'autre

roman

"Humour, tendresse, détresse : sans doute le meilleur Benacquista."

Thierry Gandillot, *L'Express*



GALLIMARD

